



Talence le 09 décembre 2014

REFLEXIONS LIBRES AUTOUR DES "PARCOURS EDUCATIFS"

Intervention introductive pour le congrès de l'ANDEV

Cabinet ARESS

16 Avenue de Breuil - 33400 TALENCE - Tél. 05.56.38.56.00. - Fax 05.56.38.56.09. - Mobile : 06.85.43.84.23.
email : contact@ress-atelier.com - site : <http://www.ress-atelier.com>
SIREN : 349 029 926 NAF 7022Z

Quand l'équipe de l'ANDEV (et singulièrement Paul Monnoyer) m'a demandé d'introduire le traitement de la thématique des "parcours éducatifs", j'ai d'abord été inquiet du dimensionnement du sujet : "tout fait éducatif" / "toute expérience de vie est un parcours". Je me suis ensuite rassuré en me disant que le concept de parcours éducatif convenait plutôt bien, par sa plasticité, pour proposer un cadre à nos échanges puisqu'il permet d'éclairer à la fois le travail des organisations (les directions administratives, les professionnels du terrain) et celui des publics. Ainsi, je voudrais souligner en préalable le fait que le parcours est un véritable travail voire une épreuve avant tout pour l'ensemble des publics :

- L'enfance / l'adolescence ne sont pas un "état" mais correspondent à des "processus" et le concept de parcours convient bien pour mieux comprendre les dynamiques en tension autour du développement des sujets.

Je voudrais également souligner que si le parcours est une épreuve pour tous, tous les enfants et tous les adolescents ne bénéficient pas des mêmes ressources, des mêmes atouts pour relever les défis de cette construction identitaire positive. Je pense ici notamment aux enfants et aux jeunes issus des catégories précarisées de la population, résidant parfois sur des quartiers fragilisés autant que stigmatisés. Je pense aussi à l'ensemble des publics issus des migrations récentes qui négocient une diversité de référentiels culturels dans des contextes où leur spécificité ethnique reste pour l'essentiel niée voire dénoncée. Je pense enfin à l'ensemble des publics enfants et jeunes affectés par un handicap et qui vivent un parcours éducatif singulier.

On le voit bien ici, la notion de parcours éducatif recouvre des réalités psychosociologiques très diverses.

- Les notions de "**parcours éducatifs**" ou de "**parcours continus éducatifs**" ou de "**développement éducatif local**"... s'affichent comme autant de **concepts commodes et consensuels** qu'il convient de mieux définir et de mettre au débat.
- Tout se passe comme si les acteurs publics, avec la plus grande bienveillance du monde, cherchaient à construire "**une voie**", "**un chemin**" autour duquel chacun contribuerait pour alimenter la "**mise en mouvement continu**" de l'enfant et du jeune dans une "**cohérence globale**" participant "in fine" à une "socialisation heureuse" et un "épanouissement personnel". Il me semble qu'il y a lieu de questionner ces concepts et ces raisonnements si l'on veut avancer clairement dans le débat et dans l'action.

1) La notion de parcours suppose que l'on sache **dire à celui qui va entreprendre ce parcours vers quoi ce parcours l'amène**, sur quoi ce chemin débouche, quel sera le paysage à l'issue du parcours. Autrement dit cela suppose de pouvoir donner du sens et faire que l'enfant ou le jeune puisse se l'approprier. A ce titre, il convient d'être très simple. Quelles sont **les capacités** que pourra avancer l'enfant ou l'adolescent ou les parents... à l'issue du parcours. En clair, il s'agit d'explicitier le "**à quoi ça sert**" et ce à la mesure **du niveau de développement de l'enfant**.

Qui peut aujourd'hui, dans la somme des incertitudes qui sont les nôtres au plan individuel et collectif, proposer une projection repérable et crédible à des "personnalités en devenir"? En panne de projet, anxieux quant aux mutations de nos modèles économiques, sociaux, culturels, quel sens pouvons-nous avancer qui puisse aider l'enfant à se positionner sur un parcours éducatif (les enfants et les jeunes grandissent de fait au contact d'adultes en insécurité sociale et psychologique). Ma première réflexion en

appelle à **un besoin d'explicitation des objectifs du parcours**; il ne peut y avoir adhésion des publics sans appropriation des finalités du parcours.

A l'heure où les dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire fleurissent ici et là, interrogeons-nous sur ce que les jeunes décrocheurs partagent : le sentiment que leur parcours scolaire, leurs études ne font pas sens; que les contenus pédagogiques leur sont extérieurs et ne parlent pas d'eux, de leur expérience du monde; que les modes pédagogiques les infantilisent voire travaillent "contre eux". Là où des générations, dont la mienne, pouvaient passer d'un système d'injonctions autour de la parole d'autorité voire de la parole sacrée des parents, des professeurs... les jeunes d'aujourd'hui ne peuvent assurer les rigueurs naturelles de l'apprentissage sans que ces apprentissages ne prennent rigueurs dans la subjectivité de leurs représentations. Notons ici qu'il en est de même au titre des modes pédagogiques; ceux-ci ont besoin d'être aujourd'hui justifiés là où ils s'imposaient de fait précédemment.

- 2) La notion de parcours est généralement associée à une **représentation de guidance**. Il suffirait ainsi que le public (les enfants / les jeunes / les parents) entre en parcours pour qu'une intelligence institutionnelle supérieure le conduise à bon port. Ce principe implicite me semble avoir beaucoup vieilli; les institutions ne sont plus les seules à flécher et proposer des parcours; les médias, les réseaux sociaux, les groupes affinitaires, le quartier... produisent des référentiels éducatifs, alimentent les parcours de chacun. Confrontés à des référentiels concurrentiels (entre la famille, l'école, les médias, les réseaux, les amis...) les enfants et surtout les adolescents "font leur marché" et empruntent à chacune des sources ce qui paraît lui convenir. **Le parcours éducatif ne peut plus fonctionner autour de "l'héritage"**... les institutions

ont perdu l'essentiel de leur légitimité... **les jeunes sont amenés de plus en plus à "s'auto construire"** (notamment ceux issus des classes populaires et des couches moyennes de la société) à partir d'expériences, de tâtonnements, d'essais et d'erreurs. De fait, les jeunes empruntent un parcours...le leur...qu'ils construisent sur un mode itératif et qui n'a plus rien d'un legs. Dès lors, qu'en est-il des parcours que nous leur proposons? Sont-ils suffisamment diversifiés pour que les publics aient leur part de choix? Laissent-ils suffisamment d'initiative aux enfants et aux jeunes? Ceux-ci peuvent-ils se vivre réellement comme sujets, acteurs dans leur cheminement? Ce questionnement renvoie pour les acteurs publics à divers enjeux :

- Pouvons-nous admettre que les individus et leurs groupes de pairs puissent "s'auto construire" souverainement? Qu'en est-il quand ces groupes de pairs fonctionnent exclusivement dans l'entre soi et ce parfois dans des logiques franchement totalitaires où chacun est asservi au point de perdre son libre arbitre?
- Pouvons-nous nous résoudre à voir les préadolescents et les adolescents à quitter les structures publiques pour retrouver le "temps libéré" du quartier, du groupe? Quels modes d'animation pouvons-nous encourager afin d'aider les enfants et les jeunes à délibérer sereinement, à assurer un fonctionnement différemment pensé de celui vécu par eux en famille ou à l'école?

3) La notion de parcours se nourrit de continuité; il s'agit d'éviter les ruptures...éduquer progressivement, sans trop de secousses mais sans perte de temps. Ceci renvoie semble-t-il à **une définition linéaire de la construction identitaire des jeunes?** Cette représentation est-elle réellement débattue? Les contradictions entre le modèle implicite exploité par nous et les exigences de la construction identitaire des jeunes se révèlent en écart.

Observons par exemple, ce qui se passe à l'adolescence. Alors que les acteurs publics et associatifs, mais encore les parents, multiplient les sollicitations afin de mettre en mouvement l'adolescent, à le faire "s'engager" dans l'action, souvent à partir d'une "gestion de projets"... l'adolescent oppose une forme de retrait, de prudence, de non engagement ou de zapping... cette attitude nous heurte souvent parce qu'elle vient contredire la représentation linéaire, progressive, continue du parcours; l'adolescent a pourtant besoin de suspendre ses identifications et ses engagements pour élaborer "son" identité en dehors des injonctions diverses (de la famille / de l'école notamment). Ce temps de l'adolescence n'est en rien un temps immobile; c'est un temps où le jeune fait synthèse de l'ensemble des fragments acquis durant l'enfance; c'est un temps où le jeune expérimente par tâtonnements avec l'impérieuse nécessité de ne s'engager sur rien qui puisse avoir un caractère définitif. Cette illustration doit nous amener à construire une représentation moins linéaire du parcours. **Le parcours requiert des pauses, des régressions, des discontinuités.**

- 4) **La notion de parcours est aussi associée à un principe de cohérence** que l'éducation renvoie à l'intervention d'une grande diversité d'acteurs; si la place relative de chacun (la famille / l'école / le centre social / l'association de quartier / le groupe de pairs / les médias...) peut faire débat dans la reconnaissance qui lui est faite... les collectivités élaborent des outils divers pour garantir la mise en cohérence des approches; les PEL, les PRE n'ont d'autres objets que de mobiliser une diversité de moyens vers un même but. **Cette recherche de cohérence mérite aussi d'être débattue quand elle tend à uniformiser les perspectives, les pratiques et les postures.** Observons à quel point les

outils de l'éducation populaire se sont reformatés fonction des référentiels de l'école. Alors qu'ils pouvaient tout à fait proposer des modes alternatifs sur les contenus et modes de transmission, ces outils associatifs se sont souvent positionnés "en prolongement", "en renforcement" du travail de l'école... le tout afin de répondre à une définition singulière d'une "cohérence" qui n'est plus parfois qu'une uniformité.

La recherche de cohérence renvoie bien souvent de fait à un principe d'unicité alors que la diversité des formes, la variété des principes pédagogiques constituent autant de leviers utiles et nécessaires notamment pour traiter de "l'incompétence scolaire" des publics les plus fragilisés socialement et culturellement.

5) Enfin, "le parcours" est généralement pensé comme un "parcours individuel" et les politiques éducatives se donnent de plus en plus à voir comme une somme d'accompagnements individuels. D'une façon assez singulière, alors que de multiples travaux nous font tous les jours la démonstration que nous sommes confrontés à des phénomènes d'inadaptation massifs, que la réussite éducative renvoie avant tout à des déterminants sociaux et culturels... les réponses publiques tendent de plus en plus à considérer les enfants et les jeunes comme une "collection d'individus". **Ce qui est retenu, c'est ce qui distingue les publics les uns des autres...; ce qu'ils partagent n'est plus traité sinon à la marge.** L'impact de cette évolution fondamentale n'est pas négligeable...

- Les publics tendent de fait à endosser la responsabilité personnelle de leur condition voire de leur destin, de leur parcours.
- Les réponses publiques diluent le collectif, nient de fait les déterminants d'ensemble et individualisent les prises en charge.
- Les pratiques d'accompagnement sont bien souvent saturées de postures psychopédagogiques qui empruntent de plus en plus aux référentiels du travail social et médico-social et de moins en moins au développement local.

En clair, et au-delà des postures, les "parcours éducatifs" sont bien souvent conçus comme autant d'espaces où l'on vient combler les inadaptations personnelles, les "incompétences" des enfants comme des parents lorsqu'ils ne répondent pas aux attentes et aux modes de faire des institutions; dès lors la question se pose de savoir si les politiques éducatives et leurs "parcours éducatifs" constituent réellement des outils de transformation sociale et de développement local.

En synthèse, le parcours éducatif peut constituer un vecteur tout à fait pertinent et mobilisateur dès lors qu'il oblige ses promoteurs à satisfaire quelques exigences :

1) Clarté des ambitions du parcours:

La définition du parcours doit pouvoir s'exprimer sur un mode intégratif : "contribuer à la construction identitaire, individuelle et collective à partir d'une transmission de connaissances, de savoirs, de valeurs et de codes et d'une acquisition de compétences permettant de développer l'autonomie et la responsabilité sociale des jeunes". Il s'agit bien ici d'articuler dans une même définition un ensemble de dimensions indispensables les unes aux autres. Affirmer ces éléments de sens, c'est aussi adresser un message de confiance aux publics jeunes et à leurs familles; "il y a un pilote dans l'avion et voilà ce qu'est son cap".

2) Humilité dans le positionnement :

Les jeunes sont des "sujets"; ils développent leurs expériences non seulement dans le giron des institutions (la famille / l'école / les associations...) mais aussi et de plus en plus clairement au travers de leurs groupes affinitaires et plus largement de leurs connexions aux différents types de médias et réseaux. A nous de quitter nos postures et nos prétentions hégémoniques; à nous de valoriser nos référentiels pour en développer l'attractivité; à nous de voir chez ces jeunes et dans nos dispositifs des publics "sujets", agissant, capables de produire des choix et de développer leur libre arbitre. A nous de concevoir l'éducation sur des modes moins verticalisés où leur expérience de vie, leurs questionnements auraient droit de cité.

3) Prise en compte des processus associés à la construction des identités :

La construction d'une personnalité correspond à un parcours, à un travail, et pour certains jeunes à une véritable épreuve psychosociale. Il s'agit là d'un processus qui concerne tous les enfants et les jeunes mais autour duquel tous ne sont pas

également équipés, accompagnés, traités à la hauteur de leurs ressources relatives traversées qu'elles sont par des déterminants sociaux. Les acteurs éducatifs sont-ils tous éclairés sur ce processus? N'y-a-t-il pas un effort de sensibilisation, de qualification des acteurs à ce titre?

4) Diversification des contenus, des principes, des pratiques et des postures pédagogiques :

Les grands récits n'existent plus (l'école qui garantit l'emploi / l'épanouissement par le travail / la durabilité du couple conjugal...). Les institutions ont beaucoup perdu de leur légitimité et la parole de l'enseignant, de l'éducateur, de l'adulte n'a plus de caractère "sacré". Les jeunes sont confrontés à une grande variété de modèles, qu'ils apprécient tour à tour avant de stabiliser leurs propres référentiels. Ce qui fait éducatif aujourd'hui c'est moins la subordination d'un jeune à un cadre institutionnel (par exemple, l'école ou la famille) que son exposition à une diversité de cadres de façon à ce qu'il puisse expérimenter une diversité de situations, de contextes, de référentiels culturels. Il convient donc de se prévenir de toute uniformité, de cultiver la variété des supports et d'encourager la fréquentation de ces supports divers par un maximum de jeunes. Plutôt que de déplorer le "zapping" des adolescents... il faut l'encourager, l'organiser. Il convient aussi et surtout de défendre les identités associées à chaque acteur éducatif afin que chacun puisse être repéré dans la spécificité de son cadre, de ses outils, de ses missions. Que chacun puisse parler et agir de sa place singulière... dans des espaces collaboratifs consentis par tous.

5) Articulation d'une prise en compte de chaque jeune dans sa singularité de sujet et d'un traitement collectif de la dimension sociale des difficultés éducatives :

Comment ne pas reconnaître la nécessaire mise en œuvre d'accompagnements individualisés afin de prendre la mesure de la singularité des situations?

Le PRE propose à ce titre un modèle intégratif (association des parents / pluridisciplinarité des compétences mobilisées / globalité d'une prise en charge dans le temps...) intéressant à évaluer et pour tout dire à élargir sur la diversité des territoires.

Mais comment ne pas reconnaître la nécessaire mobilisation d'espaces collectifs? Pour travailler à l'altérité, à la socialisation des enfants et des jeunes, pourquoi les confiner dans des relations d'accompagnement en face à face avec leurs accompagnants? Avons-nous si peur de leur capacité d'expression collective? Notre réserve, notre prudence et notre peur de ce qui pourrait, par le collectif, introduire du communautaire est-elle si forte que les jeunes voient leur statut amputé de la part collective et sociale qui structure aussi leur condition?

Voilà ce qui me paraît utile de citer comme enjeux autour de ces parcours éducatifs avant d'en débattre avec vous.